



LIBERTAIRE

Hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

2€



Traduction : « FMI, dehors ! »

Actualité

Que signifie la victoire de Syriza en Grèce ? par Fred, page 3

Dieu n'existe pas, par A. Piette, page 5

Météo syndicale, par J-P. Germain, page 6

Contre la loi Macron, par gpe Salvador-Seguí, page 7

Arguments

Rojava : questions critiques, par Anti War, page 8

Le terrorisme antiterroriste des Charlie, par G. Goutte, page 10

Je marche donc je suis, par L. Janover., page 12

Antisémitisme structurel à gauche, par Bali, page 14

Histoire

Quand le fascisme nous devançait, par F. Roux, page 17

À lire

Léa, she is a man, par A. Bernard, page 20

Le mouvement

La FA à Bethune-Arras, par gpe Bethune-Arras, page 21

Université populaire du 11^e, par gpe Commune de Paris, page 22

Illustrations

Riri, Nemo, Valère



C'est entendu; en Grèce ce n'est pas la révolution, mais c'est quand même un coup de pied au cul des formations politiques traditionnelles. D'où l'inquiétude des politiciens à travers toute l'Europe, à commencer par l'Espagne où le jeune parti Podemos (Nous pouvons) espère bien emboîter les pas de Syriza. C'est que 2015 est une année d'échéances électorales outre-Pyrénées (municipales, législatives...) Parti populaire (PP) et Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) pratiquent la méthode Coué et veulent se convaincre, et convaincre la population que l'Espagne n'est pas la Grèce. Difficile à croire au vu de ce que le peuple ibère subit depuis plus de quatre ans. Même s'il ne faut pas s'attendre à grand-chose de Podemos (issu d'une partie des Indignés), se disant ni de droite, ni de gauche, la simple peur qu'il inspire à la vieille classe politique fait plaisir à voir. Mais en Espagne, en Grèce ou ailleurs, prétendre changer les choses par un simple toilettage du capitalisme risque de s'avérer rapidement insuffisant et décevant. Le capitalisme? Une vieille idée à jeter aux poubelles de l'histoire.

Tarifs

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n^{os} hebdomadaires, 1 n^o hors série

6 mois, 18 n^{os} hebdomadaires, 2/3 n^{os} hors série

1 an, 35 n^{os} hebdomadaires, 5/6 n^{os} hors série

France et étranger

○ 25 €

○ 50 €

○ 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an ○ 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, abonnement annuel à 53 euros. Gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX) Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Que signifie la victoire de **Syriza** en Grèce ?



Fred

Gruppe Proudhon
de la Fédération anarchiste

DEPUIS LA «*CRISE*» de 2008, la Grèce vit sous des politiques d'austérité à grande échelle : impôts et taxes supplémentaires, réduction des retraites, réduction du salaire des fonctionnaires, réduction des subventions publiques à la Santé par exemple, non-remplacement des départs à la retraite, licenciement des contractuels, privatisation des biens publics, vente des infrastructures, etc.

Une situation économique et sociale catastrophique

La population s'est révoltée et a manifesté en nombre, dans tout le pays, tout au long de ces années mais, les mobilisations n'ont pas suffi à inverser la tendance. Malgré les milliers de personnes dans les rues, les gouvernements, retranchés derrière les barrages policiers, votaient toutes les lois de casse sociale.

Les émeutes, les affrontements, les grèves n'ont pas été victorieuses. Il y a eu une valse des différents partis politiques et, comme dans chaque crise, les partis d'extrême droite (Aube dorée) ont essayé de canaliser et détourner la colère populaire contre les étrangers. Des attaques ont eu lieu faisant de nombreuses victimes. Des antifascistes ont été tués. Heureusement, la contre-attaque a été à la

hauteur et a permis de limiter, voire détruire la menace fasciste. Il faut dire que la Grèce a une histoire marquée par la dictature des colonels, jusque dans les années 1970. La tradition antifasciste est donc encore fortement présente. Le gouvernement avait même pris, tardivement, des mesures condamnant des leaders de ces partis d'extrême droite.

Victoire de la «*gauche radicale*»

Aujourd'hui, c'est Syriza qui tient le haut du pavé avec des nuances et des accents populistes, souverainistes inquiétants. Le discours antieuropéen, contre les politiques d'austérité, peut plaire. Reste à voir quels seront leurs marges de manœuvres et leurs choix politiques.

Syriza a donc recueilli 36 % des voix (exprimées) en Grèce. Si ces résultats conduisaient à redonner de l'espoir et de la dignité à celles et ceux parmi les prolétaires et les incitaient surtout à investir les luttes sociales en cours, nous ne boudierions pas notre joie. Tant mieux si Syriza parvient à améliorer un peu le sort des millions de Grecs en galère, plongés dans la misère que leur imposent cyniquement les capitalistes et les dirigeants politiques de Grèce et d'Europe.



Or, hélas, nous doutons que cet événement donne un meilleur environnement aux luttes sociales et aux conditions de vie sinistrées des prolétaires de Grèce et d'ailleurs. L'arrivée au pouvoir de Syriza risque d'entraîner des illusions mortelles pour une bonne partie du prolétariat, en le détournant des luttes.

Contrairement aux idées reçues, Syriza ne se réclame pas de l'anticapitalisme. Syriza n'est qu'une coalition hétéroclite de gauche. Une fois élu, Syriza a fait une alliance avec un parti de droite souverainiste!

Certaines personnes, pleines d'espoir et d'illusions, voient déjà un réveil des peuples européens et attendent la victoire de Podemos en Espagne.

Notons que dans ces deux pays la résistance aux politiques d'austérité s'est faite, avant tout, par la société civile, par des mouvements sociaux comme les Indignés, par des récupérations, des occupations, des collectifs citoyens, des assemblées générales de quartier, etc. Il y a donc une vraie base militante qui lutte quotidiennement contre les effets des politiques de casse sociale en Grèce, en Espagne et ailleurs.

C'est cette force qui constitue notre espoir et qui ne doit pas se laisser bernier par les illusions électoralistes. N'oublions pas que, en France, la victoire du Front populaire, en 1936, a été suivie de grèves et d'occupations qui ont permis d'obtenir des avantages sociaux réels. Cela est vrai partout et en tout temps. Dans le meilleur des cas, les gouvernements ont besoin d'une pression populaire pour prendre des mesures d'intérêt public, collectif. Mais le plus souvent ils ont besoin que le peuple les rappelle à l'ordre et les contraigne à faire ce pour quoi ils ont été élus.

Quelles suites ?

En France, comme ailleurs, tout le monde

essaie de s'attribuer la victoire de Syriza (même le PS, qui y voit une victoire de Hollande dans sa prétendue remise en cause de la politique d'austérité européenne. Quand on voit la politique antisociale du gouvernement, on a de quoi rire... ou pleurer). Or la gauche institutionnelle du Pasok (l'équivalent du PS en Grèce), qui gouvernait jusque-là, obtient moins de 5 % des suffrages exprimés. Une claque sans précédent!

La gestion politique du capitalisme, par essence inégalitaire et autoritaire, quels que soient les atours de «gauche» dont il se pare, ne peut conduire qu'aux désillusions. Avec la victoire de Syriza, la bourgeoisie prévoit déjà l'étape prochaine. Partout en Europe, elle s'oriente vers une gestion autoritariste de la société, en forme d'occupation policière renforcée de l'espace social, de nouveaux dispositifs législatifs libéricides au nom de la «lutte antiterroriste», de mise au pas des espaces de lutte dans et hors le monde du travail.

Pour en revenir à la Grèce, contrairement à ce que le spectacle médiatique prétend, la victoire de Syriza ne fait pas l'unanimité chez les militants, bien loin de là. Les anarchistes, très présents en Grèce dans les mouvements sociaux, ont appelé à une grève du vote. Force est de constater que, dans un pays où l'abstention est interdite, conduisant à des difficultés pour l'obtention de papiers (passeport, permis de conduire), l'abstention reste impressionnante pour ces élections grecques pourtant surmédiatisées, s'élevant à 36 %. Soit bien plus d'abstentionnistes que de personnes votant Syriza... c'est étrange, les médias en parlent peu.

En tout cas, la population n'a pas attendu la victoire éventuelle d'une nouvelle clique de politiciens. Face aux effets dévastateurs de la crise, des alternatives se sont mises en place afin d'assurer les besoins vitaux des

habitants et des habitantes. Ce sont des squats, des cuisines autogérées, des dispensaires, etc. Dernièrement, la Fédération anarchiste a fait le choix de soutenir un dispensaire dans le «quartier anarchiste», d'Athènes, Exarcheia.

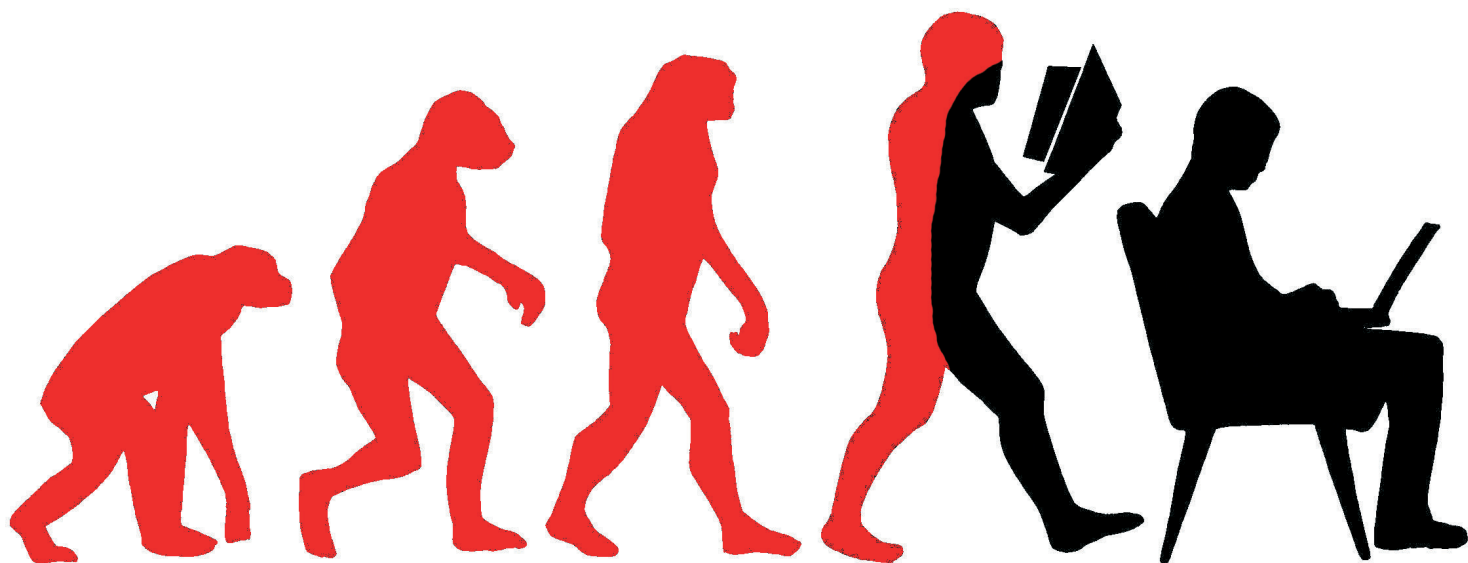
Soutien aux alternatives concrètes

En Grèce, la sécurité sociale, qu'on appelle IKA, profondément remaniée, est supprimée au bout d'un an de chômage, alors que plus de 60 % des jeunes sont sans emploi et qu'il n'y a pas de RSA.

Sauver des vies, diminuer la souffrance et s'organiser autrement, tels sont les enjeux des dispensaires sociaux et sanitaires autogérés, face au drame d'innombrables demandes de soins. Le nombre d'hôpitaux diminue, mois après mois. Les pharmacies se vident, ayant du mal à se procurer des médicaments, faute de garantie de paiement.

Exarcheia, célèbre quartier d'Athènes, est le cœur de la résistance en Grèce depuis plus d'un siècle. Une structure médicale gratuite autogérée a été créée à l'initiative de l'assemblée générale des habitants du quartier. Elle est située dans le grand sous-sol de l'espace social libre K-VOX, sur la place centrale d'Exarcheia. Elle propose gratuitement l'accès à un médecin généraliste, un psychologue, un gynécologue, un pédiatre, ainsi qu'un cabinet de radiologie et d'échographie. Et cela, pour toutes et tous, quelles que soient la couleur de peau, la religion, l'orientation sexuelle et l'origine. D'autres alternatives de vie et de luttes existent déjà en nombre à travers toute la Grèce, mais aussi en France, en Europe, dans le monde. Ce sont elles qui changent le rapport de force, loin du spectacle médiatique et politique. **F.**

« Dieu n'existe pas », dites-le



CAUSES POLITIQUES, sociales, culturelles, psychologiques. Les explications ne sont pas sans une certaine retenue. Pourrait-on dire enfin qu'il s'agit d'une erreur : tuer au nom d'une entité qui n'existe pas ? Cela, je ne l'entends pas, au fil des débats depuis quelques jours. Le monde serait tout autre si, un jour, un responsable politique disait au Conseil de sécurité de l'ONU : « Arrêtez : vos combats pour des chimères territoriales, ethniques et religieuses sont insignifiants : il n'y a pas de Dieu. »

Je pense à quelques humains d'il y a cent milles ans, plus ou moins, en train de se demander si des choses incroyables existent. Ils commencent à dire que le mort est vivant, que la pierre est une personne. Ils s'étonnent eux-mêmes : « cela » existe-t-il ? « Cela » est-il vrai ? Ils doutent, ils savent qu'ils viennent d'« inventer » des choses bizarres. Au-delà de ce moment, les hommes ne croyaient pas à des choses qu'ils auraient eux-mêmes jugées incroyables, impossibles. Retenons le doute, l'hésitation de ces hommes sur ce qu'ils viennent d'inventer. Ils vont commencer à y croire. En retirent-ils un certain confort psychologique ? « Et si c'était vrai ? » se disent-ils. « Ne cherchons plus. » Et commencent là les conséquences d'accepter l'invérifiable. Car accepter ces croyances, c'est accepter quelque « mystère », c'est surtout accepter de ne pas chercher à comprendre ! L'homme, *Homo sapiens*, commence à devenir ce que nous observons à chaque instant : ne pas chercher plus, ne pas savoir plus, ne pas voir en face, ne pas être lucide, se relâcher des divers enjeux absorbés dans le cours du

temps. C'est ce que nous faisons tous tout le temps. C'est comme si ce moment de doute, d'interpellation s'était transformé en relâchement, en passivité, et surtout étendu à toutes les activités pratiquées. Le croyant devient soldat. Celui-ci a oublié que son dieu a été inventé, tout comme l'État et beaucoup d'autres choses. Ainsi nos explications ne disent-elles pas la vérité.

Que sommes-nous ? Un mélange d'activité et de passivité, de critique certes mais aussi et surtout de lucidité éteinte. Bien sûr le relâchement est fécond, il permet même l'art et la science. Et aussi de s'affairer bizarrement dans un centre commercial le samedi après-midi et d'accepter les publicités des chaînes télévisées... Et aussi de tuer au nom d'ordres reçus. Le croyant devenu soldat : tel est la marque que les *sapiens* vont laisser d'eux. La connaissance des commencements, de l'arbitraire circonstanciel de tous les commencements est nécessaire. Elle implique la possibilité d'au moins se souvenir que les dieux ont été inventés par des humains, et la nécessité qu'il ne puisse être affirmé péremptoirement que des dieux existaient avant cette invention, un dieu ordonnant des actes.

Sur le paquet de cigarettes, il est indiqué qu'elles tuent. Les usagers modérés le lisent aussi. Faudrait-il indiquer, en tête des livres religieux et dans les édifices religieux, que dieu, inexistant, peut tuer ?

Albert Piette

*Professeur d'anthropologie
à l'université Paris-Nanterre*

CHRONIQUES DE LA GUERRE SOCIALE

Solidarité entre les grands de ce monde

Hier ils étaient tous Charlie. Quelques jours plus tard, ils sont tous rois d'Arabie Saoudite. Qui ça ? Nos dirigeants, toutes nations confondues. Et qu'importe la condition de la femme dans ce pays, qu'importent les conditions de travail des immigrés traités plus comme des esclaves que comme des salariés, qu'importent les droits de l'homme quand on peut impunément faire subir au blogueur Raif Badawi des séances de cinquante coups de fouet par semaine jusqu'à atteindre le total de sa condamnation à 1 000 coups, pour avoir « insulté l'islam dans ses écrits ». Qu'importe... Tout cela ne pèse rien face à la signature de contrats juteux pour écouler notre production d'armes. Tous les « démocrates » occidentaux se sont donc bousculés pour aller présenter leurs condoléances à ce partenaire économique, ami politique du monde « civilisé ». Enterrements ou pas, les affaires sont les affaires.

Gaz de schiste en embuscade

Vous êtes réticents ? Vous vous méfiez ? Vous n'en voulez pas ? Tant pis pour vous si l'État, lui, est pour. Pour quoi ? Pour autoriser les forages d'exploitation de gaz de schiste. Signal fort de l'État : taux d'imposition deux fois moindre que pour les hydrocarbures conventionnels. Si avec ça ce n'est pas la ruée comme aux États-Unis, c'est à désespérer des industriels qui veulent notre bien. Mais pas de panique, ces demandes d'autorisation de forages ne concernent que le Royaume-Uni. La France, elle, résiste – enfin pour le moment – et attend de voir comment va évoluer la perfide Albion. Plus que jamais *wait and see*, il n'a jamais été aussi urgent d'attendre... et d'ouvrir l'œil.

Jean-Marie Le Pen complotiste à mort

Jean-Marie Le Pen n'est pas convaincu par la thèse officielle sur les attentats à Charlie Hebdo, à Montrouge et à l'Hyper Cacher de la porte de Vincennes. Et de rejoindre allègrement les complotistes et leurs théories : réaction politico-

Météo syndicale



IL FAUT BIEN LE DIRE, même si ça fait mal à la Sociale et au moral, le massacre à Charlie Hebdo a bien plombé les luttes syndicales ou non. En effet, entre le come-back déferlant de l'éternelle union sacrée mêlée savamment à la réconciliation nationale, vous obtiendrez un enfumage de première bourre !

Face à la détermination syndicale de la CGT, de FO, de la FSU et Solidaires, le trio Valls-Hollande-Gattaz s'est arc-boutés sur l'accélération du « pacte de responsabilité » et autres « simplifications » du code du travail. Pouvoirs publics et patronat activent sans relâche guerre et attaques contre la Sécurité sociale, conditions de travail... bref tous les acquis sociaux obtenus par des luttes. Et celles-ci ne sont pas victorieuses quand la France est considérée comme un navire où toutes les classes sont unies pour le prétendu bonheur de toutes et tous. Les manifestations des dernières semaines avaient quand même un goût de pas assez...

Sinon, dans les instances de la CGT, on a l'impression que, profitant du capharnaüm social, ça se rabiboche en douce. Pour les autres boutiques, ce sont surtout les abonnés

absents qui président, particulièrement la CFDT, qui se surpasse ! Limitons-nous à la porte de Montreuil : « La commission exécutive (direction élargie) a approuvé la nouvelle équipe par 27 voix pour, 6 contre, et 9 abstentions. » Comprenez (à la louche) que Lepaon, à travers des gens de son sérail, a encore les choses en main. Adieu le congrès extraordinaire et autres « stupidités » ouvriéristes ? On semble avoir en ligne de mire un congrès statutaire en 2016, à part ça les perspectives font peine à voir...

Certes ça s'agite dans les divers courants d'opposition à la ligne pseudo-syndicaliste actuelle. Faut-il faire un parallèle avec la disparition massive et silencieuse des abeilles sauvages ? L'heure n'est pas à la plaisanterie mais plutôt à débarrasser les syndicats de l'influence des équipes dirigeantes autoproclamées. Encore une fois, invoquer à la rescousse les grands ancêtres ne suffira pas. En attendant les beaux jours...

Jean-Pierre Germain

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

Mobilisation réussie contre la loi Macron

médiatique trop rapide pour être honnête, les morts (notamment un policier) le sont-ils vraiment (manque d'hémoglobine sur les vidéos), etc. Et notre Jean-Marie d'estimer que, «si le massacre avait eu lieu à Valeurs actuelles, il n'y aurait pas eu cette mobilisation générale» comme pour Charlie Hebdo, ce «journal anarcho-trotskiste» (rayez la mention inutile). Et d'insister : «Je ne suis pas Charlie, je suis Jean-Marie, et je n'ai pas changé.» Précision inutile, ça fait longtemps que nous le savons : il n'a pas changé, ni lui, ni son parti que sa fille essaie de ripoliner pour le rendre plus présentable. Chassez le naturel, il revient au galop.

Ça va saigner

Après le sang contaminé dans les années 1980, le sang privatisé trente-cinq ans plus tard. Un millier d'emplois menacés à l'EFS (Établissement français du sang), unique opérateur civil de transfusion sanguine. C'était la raison de la journée de grève de son personnel, il y a une semaine. Rappelons qu'en France, contrairement aux pays voisins, le don de sang est gratuit. Gratuit, mais dont le coût est plus élevé que le don rémunéré. Il n'en faut pas plus pour aiguïser les appétits du privé. Le sang, une marchandise comme une autre ?

La courbe qui grimpe tout droit

Et encore un record de battu : près de 3,5 millions de chômeurs. Saloperie de courbe du chômage qui s'obstine à ne pas vouloir s'inverser. Heureusement François Rebsamen, notre ministre du Travail, est un éternel optimiste et peut nous déclarer : «En décembre la progression (du chômage) ralentit.» Ah ben nous voilà rassurés ! Et d'ajouter : «Il faut que vers la fin du quinquennat il y ait moins de trois millions de chômeurs.» Si ce n'est pas de l'optimisme béat ça... Notre Président de la République par contre, fidèle à sa réputation de pragmatique, nous avait pourtant déjà averti : «Si le chômage ne baisse pas d'ici à 2017, je n'ai ou aucune raison d'être candidat, ou aucune chance d'être réélu.» Merde. Un futur chômeur de plus.



NOUS ÉTONS PRÈS de 10 000 travailleurs et travailleuses à défilier, lundi 26 janvier 2015, dans les rues de Paris pour protester contre le projet de loi ultralibéral dit Macron, débattu à l'Assemblée nationale pour adoption. La CGT a largement mobilisé, mais elle n'était pas seule à battre le pavé, la mobilisation ayant été menée de concert avec Solidaires, FO et la FSU.

Cette dynamique intersyndicale doit être saluée, tant les clivages de chapelles et les attaques en fronts dispersés ont, depuis quelques années, empêché toute construction d'un mouvement social massif. Grand absent de la manif, la CFDT a, une fois encore, montré de quel côté elle se trouvait dans la lutte des classes en cours : celui d'un gouvernement aux bottes du Medef, qui n'en finit plus de broser le patronat dans le sens du poil. Les partis politiques (faiblement) présents (notamment le Front de gauche, toujours aussi racoleur) ont essayé, assez lamentable-

ment, de surfer sur la victoire de Syriza dimanche 25 janvier, tentant ainsi de nous convaincre que notre émancipation est à remettre entre leurs mains en vue d'une improbable (et indésirable) conquête du pouvoir politique.

Gageons que la situation en Grèce – où Alexis Tsipras vient de s'allier avec le parti xénophobe et souverainiste de droite Grecs indépendants – achève de convaincre les sceptiques qu'il n'y a rien à attendre des solutions d'en haut, qui n'ont jamais que desservi nos intérêts. Après le succès (relatif) de lundi, reste à définir les suites, lesquelles ne pourront se contenter d'une énième journée d'action.

Face aux attaques répétées du gouvernement contre nos droits, face aux multiples cadeaux fiscaux accordés au patronat, quand oserons-nous enfin radicaliser nos luttes ?

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

« J'ai vu le futur, et ça fonctionne »

Questions critiques pour les partisans de la révolution au Rojava



Anti War (Libcom.org)

Traduction : Tridní Válka

IL Y A PRÈS DE CENT ANS, le journaliste américain Lincoln Steffens visita l'Union soviétique et proclama : « J'ai vu le futur, et ça fonctionne¹. » Depuis lors, les gauchistes ont continué de se leurrer, non seulement à propos de l'Union soviétique, mais aussi de la Chine, Cuba, le Nicaragua, le Venezuela et ailleurs. Après un siècle de telles illusions, il est crucial que nous n'hésitions pas à poser des questions critiques sur chaque révolution – même si cette révolution est menacée par une contre-révolution brutale. Voici donc quelques questions critiques pour les partisans de la révolution au Rojava.

Les femmes seront au premier plan de toute véritable révolution sociale et la participation des femmes dans la révolution au Rojava est certainement frappante. Mais les stalinien désabusés ont souvent utilisé le féminisme comme une excuse pour abandonner la politique de classe. En effet, les dirigeants du PKK disent que « la libération des femmes est plus précieuse et significative que la libération des classes » et le patriarche du PKK, Abdullah Öcalan, soutient que la guerre de classe « a touché à sa fin »².

Alors, comment des femmes kurdes des classes inférieures peuvent-elles rompre avec

le PKK et s'émanciper vraiment ? N'y a-t-il au Rojava aucun mouvement de femmes qui soit véritablement indépendant de la direction du PKK/PYD qui est en grande partie issue de la classe moyenne ? Si, comme le proclament des témoins oculaires, les hommes continuent de prédominer dans les rues et sur les lieux de travail, comment les femmes peuvent-elles changer cette situation³ ?

Le rôle des femmes dans la milice du PKK/PYD est également frappant. Mais qu'y a-t-il de si révolutionnaire que d'être recruté (ou enrôlé de force) dans une armée, d'obéir aux ordres et de subir le traumatisme du combat ? Le recrutement de femmes soldats n'a pas réussi à mener à la libération des femmes à long terme dans d'autres soulèvements nationalistes tels que la révolution sandiniste. Pourquoi cela devrait-il réussir au Rojava⁴ ? Les recrues de la milice reçoivent à la fois « une formation militaire et une éducation politique sur les opinions écologiques et politiques d'Abdullah Öcalan ».

Si le PKK a rompu avec le stalinisme, pourquoi son site très sectaire fait-il plus que jamais l'éloge d'Abdullah Öcalan ? Où y a-t-il de claires excuses pour les meurtres com-

mis par le PKK de tant de ses opposants et dissidents de gauche ? Où y a-t-il des excuses pour ses nombreuses années d'alliance *de facto* avec la dictature meurtrière d'Assad⁵ ?

Dans les années 1990, Öcalan s'est vanté d'être « l'homme le plus fort du Kurdistan, et le peuple me considère comme un prophète ». Plus récemment, il a dit que « [Murray] Bookchin doit être lu et ses idées... mises en pratique »⁶. Bien que Saleh Muslim, le leader du PYD, affirme qu'il est contre le fait de dire aux gens ce qu'il faut faire, il a également dit : « Nous appliquons la philosophie et l'idéologie [d'Öcalan] en Syrie. » Et comme des témoins oculaires le confirment, « il y a des portraits d'Öcalan partout [au Rojava] ». Une révolution véritablement radicale est impossible à moins que les gens ne pensent par eux-mêmes. Alors, comment le prolétariat au Rojava peut-il rompre avec le culte de la personnalité d'Öcalan⁷ ?

Un chef de la police du PKK/PYD a affirmé que la police au Rojava a l'intention d'un jour s'autodissoudre⁸. Mais la police moderne a été inventée dans les années 1800 afin d'imposer la propriété privée et le travail salarié. Assurément, elle ne peut être éliminée que par l'abolition complète tant de la propriété que du travail salarié !

Des détenus d'une prison au Rojava

À la différence des proclamations radicales du chef de la police, il y a beaucoup d'autres affirmations concernant la répression violente par la police du PKK/PYD. Ces allégations sont-elles simplement de la propagande anti-PKK? Il y a également des accusations selon lesquelles de nombreuses organisations «populaires» au Rojava ne sont que des façades pour le PKK/PYD qui, avec leurs milices, détiennent une grande partie du pouvoir réel⁹. Même si ces affirmations sont exagérées, comment des assemblées populaires locales peuvent-elles, avec presque aucune ressource, avoir un quelconque pouvoir réel, à moins qu'elles ne commencent à socialiser ou à communiser plus la propriété privée?

Malheureusement, la révolution économique au Rojava a été plutôt modeste jusqu'à présent. Un ministre de l'Économie a déclaré que : «Avec le début de la révolution... il a même été interdit de casser une caisse.» Il a également dit qu'il voulait des coopératives qui rivalisent avec le capital privé¹⁰. Dans cette situation, comment le travail salarié dans les coopératives du Rojava est-il moins aliénant ou misérable que tout autre travail dans la société capitaliste?

Saleh Muslim, rencontre le «néocon» étatsunien Zalmay Khalilzad

Un nouveau printemps arabe est désespérément nécessaire pour renverser à la fois l'EIIS et ses bailleurs d'Arabie saoudite, des pays du Golfe et de Turquie. Comment la révolution au Rojava peut-elle, avec son «identité kurde radicale» et son étrange culte semi-religieux autour d'Öcalan, toujours inspirer la majorité des Arabes? Assurément, seule une révolution qui offre la perspective de partager et de communiser tout le capital privé et étatique du monde arabe (c'est-à-dire son énorme richesse pétrolière) pourrait commencer à rivaliser avec l'appel de l'islam! Une telle révolution véritablement radicale peut sembler une perspective impossible. Mais comme la crise du capitalisme continue, elle ne peut que devenir plus possible.

En décembre 2014, tandis que des fonctionnaires subalternes du Rojava rencontraient les militants américains Janet Biehl et David Graeber, le haut responsable du PKK/PYD, Saleh Muslim, discutait de collaboration militaire avec le «néocon» étatsunien Zalmay Khalilzad. En tant qu'ambassadeur américain en Afghanistan et en Irak, Khalilzad a orchestré l'occupation des deux pays – occupations dont la corruption et la brutalité ont provoqué un large soutien aujourd'hui pour les talibans et l'EIIS¹¹. Incapables d'inspirer la révolution dans le monde arabe, le PKK/PYD a plutôt choisi de s'allier avec les États-Unis. Mais cette alliance ne va-t-elle pas encourager plus d'Arabes à se méfier des Kurdes et à rejoindre l'EIIS? Ne va-t-elle pas pousser la région encore davantage dans un bain de sang inter-impérialiste? Bien qu'à court terme l'intervention occidentale peut parfois aider certaines personnes, n'a-t-



elle pas, à long terme, de la Palestine à l'Irak et à la Libye, toujours conduit à une catastrophe encore pire? Et le PKK/PYD est-il déjà en train de faire des concessions – comme par exemple en invitant d'autres partis kurdes plus bourgeois à gouverner conjointement le Rojava – afin de maintenir le soutien occidental¹²?

Il y a exactement cent ans, la plupart des gauchistes d'Europe soutenaient l'un ou l'autre camp durant la Première Guerre mondiale au motif que chacun se battait en quelque sorte pour la démocratie et le socialisme. Depuis lors, les gauchistes ont pris parti dans pratiquement chaque guerre inter-impérialiste pour des raisons similaires. Après des dizaines de millions de morts, et peu de succès dans le renversement du capitalisme, ne devrions-nous pas envisager plus avant une meilleure attitude que de prendre parti dans les guerres inter-impérialistes barbares?

Quelles que soient les bonnes réponses à toutes ces questions, beaucoup de gens au Rojava sont véritablement en train d'essayer de transformer la société dans des circonstances très difficiles. Nous avons certainement besoin de nous opposer à l'embargo du Rojava et d'exiger l'ouverture des frontières pour tous les réfugiés. Mais notre priorité doit sûrement être de trouver comment la révolution peut advenir ici, en Occident – une révolution qui serait un complément indispensable à toute révolution victorieuse au Moyen-Orient. **A.W.**

1. Dans un troublant parallèle à la visite de Biehl et Graeber, Steffens visita l'Union soviétique en même temps qu'une délégation du gouvernement américain – quoiqu'au moins Biehl et Graeber soient allés dans des délégations distinctes! Lincoln Steffens – Spartacus Educational.

2. «New Year Message from the KCK», 31/12/14; A. Ozcan, «Turkey's Kurds», p.204-6.

3. Becky/SIC, «Starting from the Moment of

Coercion»; Zaher Baher, «The Experiment of West Kurdistan», libcom.org. Disponible en français: «Kurdistan: Oui, le peuple peut changer les choses (l'expérience du Rojava)»

4. «PYD Rounds up Conscripts», Rudaw.net 10/12/14. Dans les années 1980, beaucoup de gauchistes ont été très impressionnés par le fait qu'une milice, ici dirigée par les sandinistes, était composée à 30 % de femmes. Malheureusement, ces gauchistes ont complètement sous-estimé les conséquences de l'échec de la révolution nicaraguayenne quant à l'abolition de la propriété privée. La trahison ultérieure des femmes par les sandinistes est illustrée par le fait que l'actuel gouvernement sandiniste a imposé des lois anti-avortement qui sont encore plus strictes que celles de la dictature prérévolutionnaire de Somoza. *The Guardian*, 29/7/09.

5. PKK Online; P.J.White, «Primitive Rebels Or Revolutionary Modernizers?», p.143-8; J. Tejel, «Syria's Kurds», p.75-9, 92-5, 137.

6. H. Tahiri, «The Structure of Kurdish Society», p.223-4; M. Gunter, «Out of Nowhere?», p.176.

7. Kurdwatch interview with Salih Muslim, 8/11/11; J. Biehl, «Impressions of Rojava», roarmag.org. [Disponible en français: «Mes impressions du Rojava»]

8. D. Graeber, «No. This Is a Genuine Revolution», libcom.org. Disponible en français: «Non, c'est une véritable révolution».

9. «Middle East Report» no.151, International Crisis Group website; H. Allsopp, «The Kurds of Syria», p.202-9; KURDWATCH.ORG, en particulier «Report no.9».

10. «Rojava Report», 22/12/14. Disponible en français: «Le ministre de l'Économie du Canton d'Efrin: Le Rojava défie les normes de classe, de genre et de pouvoir»

11. Rudaw.net, 9/12/14; A. Cockburn, *Harpers Magazine*, 12/6/14.

12. H. Hassan, «The Guardian», 28/9/14; D. Postel, «Should We Oppose the Intervention Against ISIS?», «In These Times» 18/24/14; E. Babacan, «False Friends of Kobane», jacobinmag.com.

Le terrorisme **antiterroriste** des Charlie



Guillaume Goutte

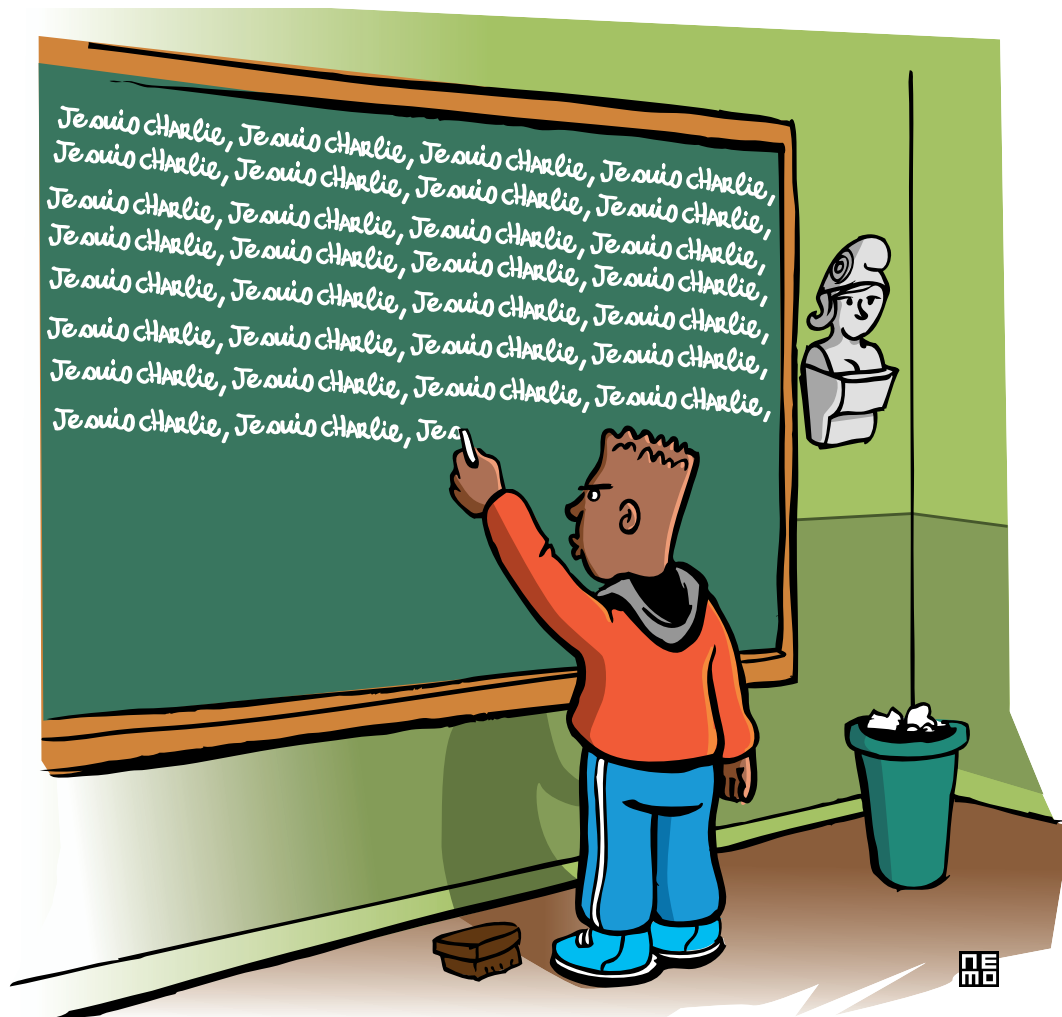
Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

DEPUIS LES ATTENTATS du 7 janvier 2015 contre *Charlie Hebdo*, l'antiterrorisme est revenu sur le devant de la scène et s'exprime de façon décomplexée comme mode de gouvernement. Les flics et les militaires envahissent littéralement les rues de la capitale, pavoisant avec leurs fusils d'assaut, faisant claquer leurs rangiers sur les pavés, roulant les mécaniques, tout heureux de pouvoir enfin se balader avec de tels engins entre les mains. Les grands médias, complaisants à l'extrême, n'ont de cesse de justifier leur présence, alimentant le fantasme d'un pays en guerre contre un ennemi intérieur qui n'attendrait qu'un moment de relâchement de la part de l'État pour attaquer à nouveau.

Mais l'antiterrorisme, bien sûr, ne s'arrête pas au déploiement massif des petits soldats bleus et verts dans nos villes, mesure au demeurant plus visible qu'efficace. Il s'exprime surtout dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale, où sont présentées, « débattues » et votées les lois dites « antiterroristes ». Celles qui ne font jamais que rogner, encore et encore, sur nos libertés individuelles et collectives, en multipliant les interdits, en généralisant toujours plus la surveillance et le contrôle social, en développant et élargissant l'arsenal répressif et en prononçant des condamnations judiciaires très lourdes. C'est le 21 janvier 2015 que Manuel Valls, le ministre de l'Intérieur, a pré-

senté les principales mesures prises en ce sens : création de 2 680 emplois liés à la lutte dite antiterroriste (dont 1 100 pour les seuls services de renseignements) ; amélioration et renforcement de l'équipement des polices municipales ; 425 millions d'euros de crédits pour l'antiterrorisme (investissement, équipement, fonctionnement) durant les trois prochaines années (il a été précisé qu'une partie de tout ce pognon servira à financer des armes nouvelles et des véhicules de patrouille pour les keufs) ; 60 millions d'euros d'investissement dans le flicage du Net ; la création d'un fichier répertoriant toutes les personnes condamnées pour terrorisme (avec obligation pour les chanceux qui s'y trouveront de déclarer régulièrement leur domicile et systématiquement tout départ à l'étranger) ; mise en place d'un fichier commun en France, puis en Europe (ça se discute au Parlement), des données des passagers ; enfin, cerise sur le gâteau, la possible création d'une peine d'indignité nationale (comme ça, de nom, ça a quand même l'air sacrément sympa).

Depuis le 7 janvier, *Charlie Hebdo* est au cœur de cet antiterrorisme. Non comme cible, mais comme justification, comme alibi à l'expression d'une coercition dégrêpée dont les flics sont loin d'être les seuls agents, la cohorte des Charlie se sentant désormais pousser des pépis sur leurs têtes.



Aime Charlie, et tais-toi

Passé du statut de journal en faillite à celui de coqueluche médiatique qu'il faut s'arracher à tout prix (quitte à se battre devant les kiosques à journaux), Charlie Hebdo est désormais devenu, certes bien malgré lui, l'étendard de la politique antiterroriste tous azimuts de l'État français. Et les autorités de cette république laïque veillent et veilleront à ce qu'on ne touche pas à cet objet sacré grâce auquel elles ont pu réaliser l'union nationale. Présenté comme nouvelle bible de la rigolade généralisée, le journal satirique est intouchable. Et gare à celui ou celle qui oserait faire une boutade à propos du drame dont il a été victime. Gare, gare, donc, car l'État veille et punit sévèrement. Très sévèrement. Une simple blague sur Facebook devient «apologie du terrorisme», envoie son auteur en comparution immédiate, puis derrière les barreaux via des peines de prison ferme¹.

Mais l'interdit qui frappe toute blague visant à rigoler de Charlie Hebdo dépasse le seul cadre de l'État. Car, depuis l'attentat, beaucoup, en France, se prennent pour des flics, quand bien même l'uniforme ne leur sied pas. Au-delà de ceux qui dénoncent aux keufs leurs petits camarades blagueurs, il y a ceux – vous en avez forcément dans votre entourage – qui vous allument dès que vous émettez la moindre critique à propos de

Charlie Hebdo. Dire que ce journal n'était pas un ami politique vous vaut d'être voué aux gémonies. Dénoncer la ligne éditoriale islamophobe fait de vous un «ennemi de la liberté d'expression». Affirmer que l'origine de ces attentats se trouve moins dans la religion que dans les rapports de production

Ces petits rigolos qui se rêvent en uniforme participent d'un climat insupportable, intenable, où «être Charlie» est devenu une norme oppressante et coercitive

capitalistes et le racisme dominant vous vaut l'étiquette d'«islamophile» ou d'«islamo-gauchiste». Ne pas avoir fait la manifestation du dimanche 11 janvier (celle où l'on applaudissait les flics...) achève enfin de faire de vous un ennemi de la liberté – quand ce n'est pas carrément un pro-djihadiste – ou un militant sans cœur, insensible et glacial.

Soutenus par la prose dégoulinante des grands médias et les discours racoleurs de l'État, tous ces petits rigolos qui se rêvent en uniforme – ils sont nombreux – participent d'un climat insupportable, intenable, où «être Charlie» est devenu une norme

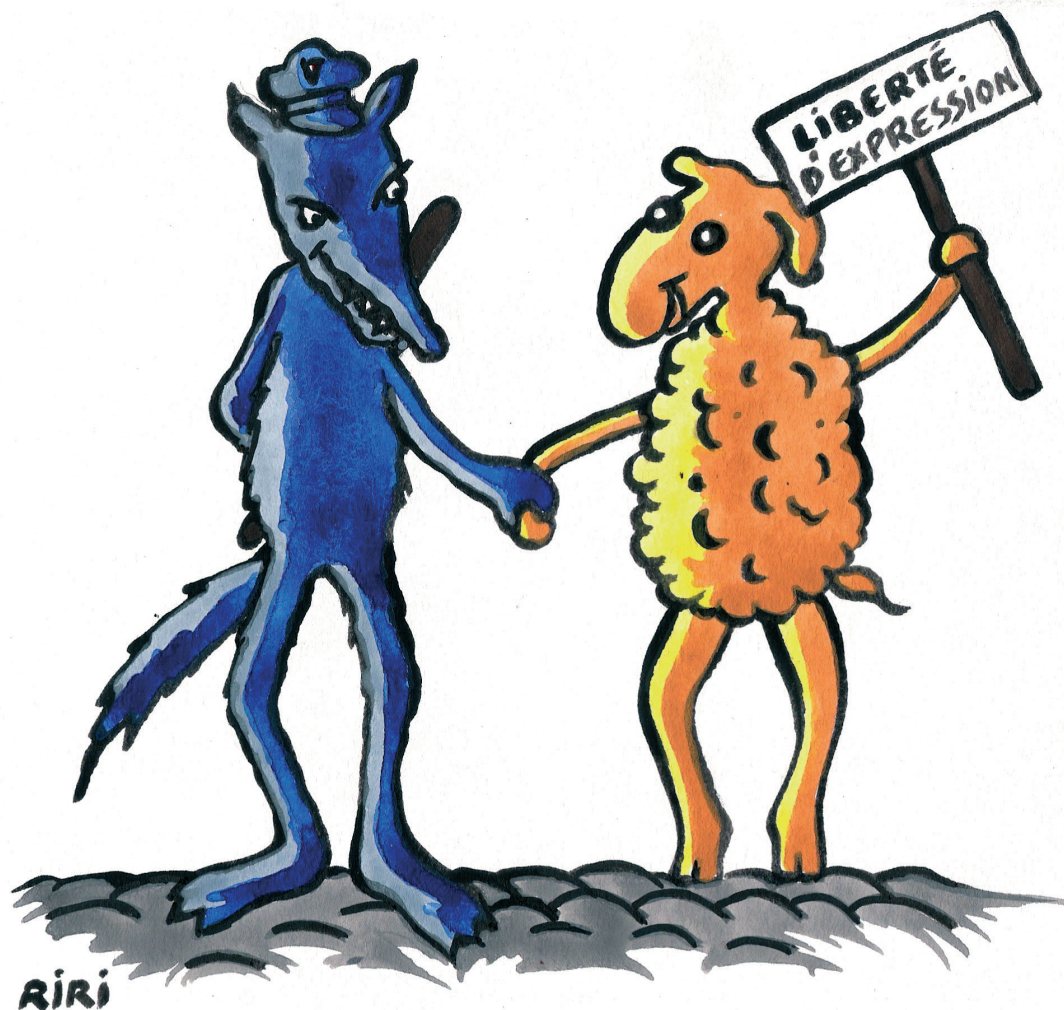
oppressante et coercitive, une norme terroriste. Combien s'interdisent aujourd'hui de dire ce qu'ils pensent vraiment de cette affaire? Pas plus tard que dimanche, une personne – pas militante – me disait, après avoir émis des critiques contre Charlie Hebdo (sans pour autant jamais soutenir le moins du monde le fanatisme religieux), que «ça faisait du bien de le dire».

Aujourd'hui, donc, en France, on peut porter atteinte au sacré des autres, mais surtout pas à celui des Charlie. Le comble de tout cela, c'est que ce terrorisme se pratique au nom de cette fameuse (fumeuse ?) liberté d'expression. **G. G.**

1. Il ne s'agit pas, ici, du cas du militant d'extrême droite Dieudonné, qui, en se fendant d'un «Je suis Charlie-Coulibaly», se félicitait du massacre des juifs de l'Hyper Casher. Il est plutôt fait allusion à une provoc' sur Facebook d'un Strasbourgeois qui a toujours affirmé qu'il s'agissait d'«une mauvaise blague». Une mauvaise blague qui le fait désormais dormir en prison, dans l'attente de son procès (contrairement à «l'humoriste» antisémite, qui, lui, peut toujours s'épandre librement).

Je marche, donc je suis

Louis Janover



L'EXPRESSION « monde libre » a donné de la liberté une image bien singulière : elle circonscrit l'espace où toutes les tyrannies prospèrent sous le règne sans partage de l'argent. La démocratie représentative ne sort pas de ce cercle, elle en est même la meilleure représentation. Elle sert d'écran à l'oppression, et ne représente rien de plus en vérité que l'exigence de servitude volontaire, stade suprême de l'aliénation : je fais ce que vous attendez que je fasse sans que vous n'ayez rien à me demander ! Sans doute faut-il y voir une illustration du constat cynique de ce milliardaire selon lequel la lutte des classes existe toujours, mais c'est la classe des riches qui fait la guerre et qui la gagne. Comment a-t-elle assuré son succès ? Par la manipulation des masses façon 1984, mais à front renversé, une stratégie de retournement du sens des luttes, avec l'illusion consensuelle du « tous ensemble » pour occulter le « un contre tous » du capital libéré de toute contrainte.

Big Brother s'est enveloppé du manteau du Léviathan moderne, cousu d'une multitude de pancartes : « Je suis Charlie ». Le symbole restera la grande procession où l'ordre de marche s'établira de lui-même, sans directives, mais dans la bonne direction. Je marche, donc je suis, non pas moi-même, mais ceux qui sont devant moi et m'ouvrent la route. La liberté guide nos pas, pour nous aider à aliéner sans bruit et sans fureur notre liberté de choix et notre droit de refus en les déposant aux pieds de la sainte statue républicaine : la police – scientifique, s'il vous plaît ! –, l'armée ! Symbole de cet abandon de souveraineté et version Internet du baiser de Judas, une image : un marcheur qui embrasse un policier aux anges, et rend ainsi hommage à ses bons maîtres. La police non plus avec nous, mais nous avec la police ! Merci qui ? Merci la police ! CRS, mon amour !

Avec la dépolitisation complète des luttes et l'abolition des frontières entre les classes,

« riches et pauvres » se donnent la main. Ils sont appelés à fraterniser, et le « peuple de gauche » est invité, par toutes les composantes d'une intelligentsia en transes, à communier librement avec... la droite pour la défense de valeurs « républicaines » vidées de tout contenu de revendication politique et sociale. Et ainsi se voit relégitimer le pouvoir des responsables de la barbarie qu'elle prétend dénoncer. Les grand-messes républicaines en sont l'expression.

Le défilé de masse qui a suivi le massacre à la kalachnikov des membres d'un hebdomadaire satirique coupable d'images dites blasphématoires à l'encontre du prophète Mahomet et la sanglante prise d'otages des clients d'une épicerie casher, ce défilé a mis en scène pour notre monde, sous la houlette des spécialistes politiques et policiers, le geste de réconciliation entre bourgeois et prolétaire qui clôt le vertigineux *Metropolis* de Fritz Lang. L'art de la tyrannie est de tout faire au nom de la liberté...

En rang, je défile. Les dirigeants et responsables politiques qui, en d'autres temps, eussent été justement appelés valets du capital ont pris la tête d'une foule qui brandissait fièrement le signe de son propre assujettissement accepté: l'écriteau qui a pour seule pensée revendicative l'affirmation d'une unanimité dont les invités de marque ont dû apprécier l'infinie tolérance. Tout esprit contestataire se trouve noyé dans cet océan de porteurs de pancartes sans identité, alors que devant de très curieux amis de la liberté et ennemis de l'intolérance parquent avec leurs titres en bandoulière, titres qui font d'eux, et pas seulement symboliquement, les maîtres d'œuvre de la politique de répression et de régression sociale partout à l'œuvre dans le monde.

Comme chaque fois dans l'histoire, c'est à ceux qui sont censés défendre une idée ou un principe d'émancipation, et qui ont ainsi une légitimité reconnue, que revient le privilège de la mettre en terre. Il en a été ainsi du socialisme, et il n'existait pas d'autres institutions plus habilitées que le gouvernement né de la victoire électorale d'un parti dit socialiste pour éradiquer toute pensée de cet ordre; pour porter en terre jusqu'à la mémoire de ce que représentaient dans l'histoire les manifestations pour la défense des valeurs matérielles et morales des exploités – ce qu'il est convenu d'appeler les conquêtes ouvrières de l'après-guerre. Et c'est la raison pour laquelle les représentants de cette appellation sévèrement contrôlée remplissent cette tâche avec un dévouement et une efficacité dignes d'admiration et de reconnaissance.

Pouvaient-ils espérer mieux ces fossoyeurs du socialisme et de toute lutte sociale que de faire passer leur politique de régression sous le signe de la lutte contre le terrorisme, et de se présenter comme les défenseurs de la liberté d'expression! Le défilé ouvrait une voie royale à cette réorientation politique. Car, si on ne récupère que ce qui est récupérable, on doit faire confiance au pouvoir PS: maître en la matière avec ses réseaux, avec une idéologie parfaitement rodée à l'usage et le double langage qui convient à son rôle, il sait braquer les projecteurs sur ce qu'il convient de présenter aux yeux des citoyens horrifiés par la tuerie. Mais le changement de perspective ne change rien pour autant à la réalité: il n'en reste pas moins aux ordres, voué à mener la politique pour laquelle il a été élu. Il « pique tout » à la droite, dit, à propos de la politique sécuritaire, un journaliste qui ne s'en effraie pas pour autant, bien au contraire!

Un problème, justement, devrait être posé avant tout autre: que signifie le terme même de liberté d'expression dans la bouche de ceux qui sont censés en défendre les principes quand la présence dans le cortège des partisans de la liberté d'exploitation au lieu de susciter la fureur des marcheurs a bénéfi-

cié de leur faveur, voire éveillé leur ferveur? Tout dépend aussi des conditions dans lesquelles on peut l'exprimer, et du moment historique où s'opposent défenseurs et détracteurs.

La lutte pour la liberté d'expression que symbolise, non sans ambiguïté, la parole de Voltaire se place dans une ligne ascendante, celle de la résistance à l'Ancien Régime, de la révolte contre un ordre moral encore enraciné et de la volonté d'une classe sociale courtisée, et qui ne manquait pas de moyens pour se faire entendre. Rien à voir avec ce qui est aujourd'hui en cause, à savoir une politique de renoncement et de régression alors que la liberté de parole consiste à revenir sur tout ce qui était à la racine des conquêtes de liberté et de fraternité. Il n'est que d'entendre les éloges, et ceux qui les dispensent, pour savoir que l'ironie voltairienne n'aurait pas épargné la classe politique qui invoque le grand homme; et qu'elle n'aurait pas eu de mal à clouer au pilori ceux mêmes qui l'encensent aujourd'hui.

Charlie se prêtait à ce qu'on attendait d'une culture du consensus qui s'accorde parfaitement avec les enjeux «sociétaux» destinés à faire passer le reste, c'est-à-dire l'essentiel.

Certains n'ont pas craint d'évoquer de manière emphatique la prise de la Bastille, la fête de la Fédération, alors qu'il s'est agi au contraire d'éviter soigneusement de faire entendre la moindre voix qui renverrait aux causes du mouvement; d'étouffer toute parole de critique radicale qui hier encore eût été la réponse appropriée à un tel événement. Discuter du bien-fondé des caricatures, des vertus de la laïcité, de la place du christianisme, de l'islam ou du judaïsme – le recentrage des polémiques – est déjà révélateur du degré de rétrécissement d'une culture de la révolte qui imprégnait les esprits depuis la Libération.

Mettre l'accent sur une unité factice pour occulter les différences réelles et empêcher toute dissidence de se faire jour, c'est en fait ce qui a été la préoccupation principale des milieux dirigeants. Le résultat a dépassé de loin leurs espérances et là est le véritable enseignement de ces événements. La leçon s'adresse également aux opposants à cette politique. On peut certes reprendre la critique «gauchiste» de la politique impérialiste de la France et de ses visées, de sa volonté de rester militairement présente là où les intérêts économiques menacés pèsent lourd dans la balance, et voir dans le consensus des partis le produit d'une alliance objective. Mais le grand rassemblement qui a vu les sans-voix répondre «présents» aux diri-

geants réclame que l'on s'interroge sur l'origine et les raisons de cet assentiment, sur ce que signifie un tel mouvement de consentement à la démission collective. C'est de l'écrasement de toute liberté d'expression radicale, dans les échanges spontanés comme dans les écrits, dont témoigne ce vide idéologique abyssal; et cette unanimité confondante ne pouvait être qu'à l'image de ce qu'il en est désormais dans la vie courante, où la censure prend des formes inédites et singulières par rapport à ce qu'il en fut.

Ce qui suscite la pâmoison des journalistes et qui aurait fait de *Charlie Hebdo* le représentant d'un «humour corrosif» et de l'irrévérence voltairienne appartient en vérité à cet état d'esprit bien commun qui ravale l'humour à une humeur provocatrice dont le contenu politique ne va guère au-delà de la dérision quant à l'hypocrisie des mœurs et des idées consacrées par l'ordre moral et ses désordres, et déjà si fatiguées par l'usure qu'il n'est nul besoin de les mettre en relief et d'en surligner les effets pour en traduire l'insignifiance. Rien de cette surenchère ne risquait d'éveiller la crainte des gouvernants en donnant la mesure déshumanisante du faux-semblant inhérent à leur politique de régression sociale. Toute critique radicale étant interdite, ou exclue de cette vision de la société, chacun peut donc se reconnaître dans cette caricature de la caricature, et s'affirmer Charlie sans avoir conscience de revendiquer ainsi une conformité. Charlie se prêtait à ce qu'on attendait d'une culture du consensus qui s'accorde parfaitement avec les enjeux «sociétaux» destinés à faire passer le reste, c'est-à-dire l'essentiel.

Preuve par l'absurde, la fonction de l'économiste qui figure parmi les victimes; la vigilance de tel médiateur, attentif à tenir l'Élysée au courant des urgences; ou, à quelques encablures, la présence du PC, champion comme chacun sait pour tout ce qui relève de la liberté d'expression; et le repli de *Charlie*, amputé, sur ce lieu d'affinité politique, *Libération*, ce concentré du conformisme journalistique, professeur de morale de la gauche institutionnelle à qui il fournit l'antidote chaque fois qu'il s'agit d'annuler les effets d'une expression susceptible de défendre encore une conception radicale de la critique sociale.

La première liberté d'expression? Ne pas hurler avec les loups, ces loups se fussent-ils tous baptisés Charlie pour les besoins de leur cause, et pour faire oublier que la terreur sociale née de la crise épouse parfaitement le terrorisme, de quelque lieu qu'il vienne et de quelque religion qu'il se réclame. Et pas de surprise quant au point d'arrivée obligé de cette grande marche: je suis fidèle à *Charlie*, donc je vote, et la France ne sera plus comme avant, mais comme après chaque élection, et jusqu'à la prochaine.

L.J.

Antisémitisme **structurel** à gauche

Bali

Groupe Regard noir
de la Fédération anarchiste

J'AI DÉJÀ écrit sur le sujet de l'antisémitisme¹. Mais je n'ai pas écrit sur l'antisémitisme qui existe dans les milieux révolutionnaires, ou militants, de façon générale. Ce texte a vocation à combler ce manque. Il ne sera évidemment pas complet.

Je persiste à croire que les camarades qui ont du mal avec l'antisémitisme sont de bonne foi, ainsi nous allons faire ensemble un tour d'horizon de différents aspects de ce problème.

Il y a un profond antisémitisme en France, aujourd'hui. C'est d'une banalité déconcertante que de le dire, mais certains ont du mal à l'accepter. Pour eux, dénoncer l'antisémitisme revient à soutenir l'État d'Israël. C'est une attitude classique. De fait, ils adoptent une attitude symétrique au Crif² pour qui toute critique de l'État d'Israël est de l'antisémitisme. Mais, *breaking news*, on peut être à la fois contre l'État d'Israël et contre l'antisémitisme ! Un grand nombre de militants est persuadé que dénoncer l'antisémitisme revient (en plus) à chercher, forcément, à disqualifier les combats pro-palestiniens. Bien que particulièrement idiote, c'est une idée assez répandue.

D'ailleurs, c'est là dessus principalement qu'a été attaqué mon premier texte sur l'antisémitisme «Les Pièges antisémites³». Il serait coupable de sionisme étant donné qu'il ne se dissocierait pas assez de l'État d'Israël, alors même qu'à plusieurs reprises, il y est bien

clairement énoncé que nous combattons cet État et les politiques racistes et colonialistes qu'il entreprend. Et alors que, surtout, il était centré sur la question de l'antisémitisme, pas tellement de l'État d'Israël.

De fait, il n'est pas rare de lire des textes ou d'écouter des émissions de radio soi-disant antiracistes qui n'abordent l'antisémitisme que sous ces angles (soutien à l'État d'Israël et disqualification des pro-palestiniens). Certes, ils ne disent pas que l'antisémitisme est une invention, mais c'est courant de ne parler que de ces aspects et «d'oublier» l'aspect raciste de l'antisémitisme.

Pourtant, il ne faut pas oublier que ce qui est un danger criant et quotidien pour nombre de prolétaires, ici, en France, c'est l'antisémitisme, pas le sionisme.

Puisqu'on parle de l'État d'Israël, remarquons que beaucoup de militants qui combattent (à juste titre) le fait que l'on demande en particulier aux musulmans en permanence de se dissocier des salafistes-djihadistes en général et de Daesh en particulier sont les premiers à demander aux Juifs de se dissocier de l'État d'Israël. Nombreux sont les Juifs qui vont être suspectés de sympathies avec l'État d'Israël s'ils ne crient pas assez fort, toutes les trois phrases, qu'ils détestent le sionisme et cet État.

C'est assez peu cohérent : on demande un #NotInMyName⁴ permanent aux Juifs par rapport à l'État d'Israël alors qu'on dit qu'il

JE SUIS CONTRE L'ANTISEMITISME

n'a pas lieu d'être pour les musulmans. Pour terminer sur l'État d'Israël, nous pensons que c'est un État raciste, d'apartheid et colonialiste. Néanmoins, nous ne pensons pas que l'oppression que vivent les Palestiniens soit l'alpha et l'oméga de notre engagement politique. Qu'il y ait des collectifs spécifiques sur cette question, tant mieux, des gens dont c'est l'engagement principal, tant mieux aussi, c'est très utile, pour avoir des données, des analyses, des réactions plus précises, plus pointues. Cela est vrai pour chaque lutte. En revanche, il est problématique que des groupes ou des collectifs non centrés sur la lutte pro-palestinienne se sentent obligés d'en parler de façon systématique. C'est quelque chose de récurrent chez les militants. Par exemple, dans toutes les manif progressistes, quel que soit le sujet, il y a des drapeaux palestiniens. De même, nombre de camarades ne s'émouvaient que de la présence de Netanyahu, Liebermann et Benett⁵, pour la grande marche républicaine d'unité nationale qui a eu lieu après les massacres de Charlie hebdo et de l'Hypercashier de Vincennes, comme si ces trois-là étaient les seules ordures présentes ce jour-là.

Il est indéniable que l'État d'Israël a une place spécifique, notamment géopolitique, mais il est très dangereux de lui accorder une place bien trop grande dans nos discours, nos analyses et nos combats. Cela peut avoir plu-

sieurs effets. Tout d'abord, cela peut accréditer la thèse fasciste selon laquelle le sionisme est un problème central et qu'il est à peine lié à l'État d'Israël. Ensuite, cette obsession peut sembler, au minimum, ambiguë, notamment pour les Juifs. Pour prendre un exemple, lors d'une discussion avec une amie juive, celle-ci me parlait d'une organisation révolutionnaire pour laquelle elle avait de la sympathie mais qui la gênait parce cette organisation ne pouvait pas s'empêcher de préciser son antisio-nisme farouche, quel que soit le sujet initiale. Et elle trouvait que ça cachait un antisémitisme profond et honteux.

Mis à part les questions liées à l'État d'Israël et au sionisme, réel ou fantasmé, des uns et des autres, il y a des discours somme toute assez classiques sur l'antisémitisme.

L'un d'eux, qui sous-tend souvent une partie des discours militants, est que les antisémites sont des concurrents, plus que des ennemis. Une bonne partie des attaques contre Dieudonné⁶ et Soral⁷ sont centrées sur le fait qu'ils détournent des opprimés des luttes sociales pour les emmener combattre des chimères. Qu'au final les antisémites «de base» sont juste un peu bêtes, mais pas bien méchants. Ils tombent dans les mêmes travers de ceux qui, au siècle dernier, parlaient du «socialisme des imbéciles» pour parler de l'antisémitisme. Ils assimilent l'antisémitisme venant d'opprimés à un conspirationnisme⁸

comme un autre. Sauf que, autant combattre les Illuminatis⁹ n'a pas grands effets dans le monde réel, autant combattre les Juifs, un peu plus.

Bien sûr, ces antiracistes et antifascistes détestent et combattent Dieudonné et Soral, mais rarement comme antisémites. Plutôt comme «mauvaises solutions à de vrais problèmes» (on n'est pas loin du FN «qui donne de mauvaises réponses à de bonnes questions», selon pas mal de politiciens). S'il est évident que le racisme divise les prolétaires, les détourne des causes de leurs malheurs, etc., évacuer la dimension oppressive de l'antisémitisme est un grave problème.

Bien souvent Dieudonné est attaqué non pas comme antisémite mais comme quelqu'un qui ne «fait rien pour la Palestine/les quartiers/les Noirs, etc.». Ou alors, il n'y a qu'à voir quand Soral a montré sa bite à une mannequin¹⁰. La campagne a été lancée par un mec qui est tout sauf un allié¹¹, mais ses vidéos ont été largement diffusées, jusque dans nos milieux. Certes, c'est utile de diviser nos ennemis : pendant qu'ils se tapent dessus entre eux, ils ne le font pas sur nous. Mais les gens qui quittent Soral parce qu'il montre sa bite à des femmes alors que l'antisémitisme ne les gêne pas deviendront-ils par magie des camarades ? Et, comme déjà dit ailleurs, faire des choses concrètes pour la Palestine/les quartiers/les Noirs excuserait-il

le fait d'être antisémite? Beaucoup de gens pensent aussi que se dissocier publiquement d'individus (comme Soral ou Dieudonné) ou dire qu'on combat l'antisémitisme est suffisant pour être clair. C'est faux. Autant dans nos milieux il est plus ou moins accepté (au moins en parole) que pour se défaire du racisme et du sexisme structurel il faut faire un gros travail de déconstruction, autant c'est loin d'être accepté pour l'antisémitisme. De la même manière, il n'est pas encore accepté que, lorsque des Juifs ressentent des situations comme étant antisémites, leur parole ne doit pas être mise en doute.

Il existe de nombreuses personnes qui semblent claires en paroles, mais qui dans les faits diffusent un message similaire à celui des antisémites. Nous n'allons pas revenir là-dessus longuement, mais la comparaison d'Israël avec le nazisme, le fait de présenter le sionisme comme le mal absolu, de dire qu'on parle trop de la Shoah, de parler de complots de façons systématique et notamment de complots sionistes, etc., sont des rhétoriques fascistes et antisémites que nous devons combattre, d'où qu'elles viennent et notamment de gens proches de nous¹².

À tout cela, on nous répond que non seulement l'antisémitisme n'est pas un racisme structurel mais qu'en plus il est combattu par l'État et les médias, et cela impliquerait qu'il n'est pas nécessaire de le combattre.

Il y a un état de fait qui est que les médias et l'État semblent combattre l'antisémitisme, bien plus que les autres racismes. Nous avons bien précisé «semblent», parce que, dans leur essentialisation des Juifs, leur deux poids-deux mesures grossier et leur amalgame permanent avec l'État d'Israël, ils mettent plus d'huile sur le feu qu'autre chose. Mais en tout cas, comme les médias et les politicards semblent unanimes là-dessus, certains «camarades» pensent que c'est bon, le problème est réglé, on a juste affaire à quelques «tarés». Finalement, l'antisémitisme est presque plus un problème pathologique que politique. Et en 1936, sous prétexte que le Président du Conseil était juif, pas besoin de lutter contre l'antisémitisme? À un moment, il ne faut pas déconner, ce n'est pas à l'État de définir ce contre quoi on doit lutter. L'État lutte contre l'antisémitisme? La belle affaire! Il lutte aussi contre l'esclavage, la drogue, les sectes, les néo-nazis, etc. Nous avons une boussole: la lutte contre toutes les oppressions. Si on considère que l'antisémitisme est une oppression, avec ses spécificités, mais une oppression quand même, alors nous devons suivre cette boussole et ne pas nous laisser détourner par des discours et des blabla ministériels.

Pour toutes ces raisons, peu de cas est fait de l'antisémitisme dans des milieux pourtant antiracistes et antifascistes. Comme déjà dit, en parler devient suspect en soi. Voire même, les personnes et les groupes qui en parlent peuvent subir des pressions et/ou ne pas être invités à des initiatives. Et il est scandaleux de voir

NOS PAS FERONT RETENTIR CE CRI



que les victimes de meurtres antisémites sont systématiquement «oubliées» dans les listes de victimes de crimes racistes.

Tout cela nous fait dire qu'il ne faut pas s'étonner de l'essor des groupuscules fascistes juifs, comme la LDJ ou le Bétar¹³, et de la droitisation des instances communautaires juives. Nous combattons le racisme, notamment, comme diviseur du prolétariat. Tant que les Juifs prolétaires ne se sentiront pas en sécurité dans nos milieux, il ne faudra pas s'étonner qu'ils aillent voir ailleurs. Les seuls à leur proposer de l'autodéfense contre les antisémites sont les fascistes, c'est malin. C'est faire le jeu de la bourgeoisie (et même de l'État d'Israël). Contrairement à une croyance répandue, la majorité des Juifs de France vient de milieux populaires (ce n'est pas pour rien qu'il y a beaucoup de Juifs à Sarcelle, ville de banlieue populaire, et dans le XIX^e arrondissement de Paris, le plus pauvre de la capitale). C'est à eux qu'il nous faut nous adresser. Sans compromis ni compromission. **B.**

1. Comme déjà dit ailleurs, il faut employer le terme «antisémitisme» pour parler du racisme spécifique contre les Juifs malgré le fait qu'il ne soit pas juste étymologiquement, étant donné que c'est le terme utilisé par les Juifs.

2. Crif: Conseil représentatif des institutions juives de France. Association qui regroupe une majorité des associations communautaires juives, aujourd'hui liée à la droite et à l'extrême droite israélienne.

3. Paru dans *le Monde libertaire* numéro 1748.

4. «Pas en mon nom», terme de dissociation utilisé

par certains musulmans pour se dissocier des salafistes-djihadistes.

5. Respectivement Premier ministre, ministre des Affaires étrangères et ministre de l'Industrie, classés à la droite extrême et à l'extrême droite, de l'État d'Israël.

6. Lire: «Dieudonné, le fascisme sur les planches», in *Monde Libertaire* numéro 1686.

7. «Penseur» conspirationniste et ouvertement néonazi.

8. Volonté d'expliquer le monde par une grille de lecture d'une grande conspiration unique, fomentée par un nombre réduit de personnes (parfois des extra-terrestres, selon les plus allumés) foncièrement mauvais.

9. Société secrète qui a vécu neuf ans au XVIII^e siècle et qui, aujourd'hui, fait fantasmer un grand paquet de zozos qui voient des triangles partout.

10. Lors d'un échange de textos avec une mannequin noire qu'il draguait, Soral lui a envoyé une photo de lui nu. Lorsque celle-ci a refusé ses avances, il lui a envoyé des insultes racistes.

11. Les vidéos qui ont lancé l'affaire ont été faites par Joe Dalton, un ancien garde du corps de Dieudonné qui l'a quitté pour des histoires de fric et parce que Dieudonné ne fait pas assez pour les Noirs.

12. Voir les *Monde libertaire* numéro 1748: «Les pièges antisémites» et numéro 1754: «Les pièges antisémites, mise au point.»

13. Ligue de défense juive et Bétar. Deux organisations (qui sont plus proches de bandes que d'organisations politiques) qui prétendent défendre physiquement les Juifs. Dans les faits, deux bandes racistes et ultra-violentes, farouchement pro-israéliennes, qui ont leurs spécificités, notamment historiques, mais qui aujourd'hui sont assez proches.



Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. » **Inconnu**

Quand le fascisme nous avançait



François Roux

COMMENCÉ EN 1934 au lendemain des émeutes provoquées le 6 février par les ligues d'extrême droite à Paris (16 morts, 2 300 blessés), *Fascisme et grand capital* passa à peu près inaperçu lors de sa première publication, deux ans plus tard. Le fascisme constituait à cette époque une nouveauté historique et Daniel Guérin fut l'un des premiers, avec Léon Trotski, à analyser de façon rigoureuse le mécanisme par lequel une société d'économie capitaliste bascule dans la dictature fasciste. Si cette œuvre pionnière, rééditée en 1945 par Gallimard, reprise par Maspero en 1965, puis Syllepse (1999), *La Découverte* (2001) et aujourd'hui *Libertalia*, est devenue un classique, c'est que l'analyse de Daniel Guérin a été largement confirmée par les faits et qu'elle reste indépassée malgré l'immense historiographie qui n'a cessé de s'accumuler sur le sujet.

Apprendre de l'histoire.

Pourquoi les antifascistes de 2014 devraient-ils connaître ce texte écrit il y a bientôt quatre-vingts ans par un jeune militant d'extrême gauche plus lucide que les « experts » patentés de son temps ?

Le 30 janvier 1933, raconte Daniel Guérin, la prise du pouvoir par Hitler prit totalement au dépourvu la gauche française et européenne. Personne, absolument personne n'avait vu venir la catastrophe. Nul n'avait prévu la fulgurante ascension électorale de « l'agitateur de brasseries », ni sa nomination à la Chancellerie allemande. Pas un « politologue » n'imagina non plus ce jour-là que la République de Weimar disparaîtrait en six semaines, que le mouvement ouvrier outre-Rhin s'effondrerait sans combattre et encore moins que le régime nazi réussirait à se maintenir au pouvoir et à transformer en quelques années l'Allemagne



Section gériatrique des Jeunesses nationalistes révolutionnaires

ravagée par la crise en une puissance militaire menaçante.

Le précédent italien (Mussolini était au pouvoir depuis 1922) aurait dû inciter les analystes à s'interroger sur le basculement dans la dictature de deux grands États capitalistes d'Europe occidentale à dix ans d'intervalle, mais il n'en fut rien. Très peu considéraient alors le régime du Duce et celui du Führer comme deux versions d'un même système politique : le fascisme. L'Italie était avant tout regardée (de haut) comme une ex-alliée de la Grande Guerre, au contraire de « l'ennemi héréditaire » teuton, et les clichés xénophobes – qui n'ont pas disparu de nos jours – tenaient lieu d'exégèse aux « phénomènes » politiques mussolinien et hitlérien : les « macaronis » méritaient d'être gouvernés par un « César de carnaval », les « boches » de marcher « à la schlague », etc. Ou bien les commentateurs recouraient aux explications irrationnelles qui dispensent de réfléchir : le fascisme est une névrose collective, les Italiens et les Allemands sont pris de folie, fascinés, envoûtés... Quant aux partis, SFIO et PCF, tout à leur haine réciproque, ils ne se préoccupaient que d'instrumentaliser les défaites des mouvements ouvriers italien et allemand pour s'en accuser mutuellement.

C'est pourquoi, lorsque les émeutes de février 1934 révélèrent la montée de l'extrême droite française sur fond de corruption politique et de démagogie aveugle – l'auteur de *Fascisme et grand capital* raconte avoir

vu les militants communistes et les bandes du colonel de La Roque défiler au coude à coude en criant « À bas les voleurs ! », une scène qui dut lui rappeler les alliances « rouge-brun » de 1930 à 1932 en Allemagne contre les sociaux-démocrates – Daniel Guérin résolut d'écrire un texte de combat pour tirer les leçons des expériences italienne et allemande en prévision de l'affrontement à venir avec le capitalisme et le fascisme français. Affrontement qui aura lieu après la « révolution manquée » du Front populaire, dont Guérin aura été un acteur passionné, pendant la triste parenthèse du régime patriarcal-fasciste de Vichy.

Plus tard, au crépuscule de la Seconde Guerre mondiale, Daniel Guérin, rédigeant la préface de la nouvelle édition de *Fascisme et capital* – reproduite dans la présente édition – ne put que constater *a posteriori*, l'échec des révolutionnaires antifascistes : « Nous, les survivants sans fierté de la décennie 1930-1940, écrit-il, nous devons à une jeunesse justement méfiante et justement sévère, non pas de battre notre coulpe, ce qui ne servirait à rien, mais de lui expliquer comment nous avons été si peu maîtres de notre destin. » La lutte a été perdue mais qu'au moins l'expérience serve aux générations futures car, les mêmes causes produisant les mêmes effets, le fascisme peut renaître de ses cendres partout où les conditions de sa prolifération auront été réunies. Le moins que l'on puisse dire c'est que l'avertissement mérite d'être à nouveau lu et écouté.

La crise, ventre du fascisme

Daniel Guérin identifie sans ambiguïté l'agent moteur du fascisme : ce n'est pas le nationalisme – simple facteur aggravant –, ce n'est pas l'antisémitisme – utilisé pour mobiliser la frange radicale des militants –, et ce n'est pas non plus la menace du mouvement ouvrier. Ce serait plutôt la conséquence de son échec. Non, le terreau indispensable au fascisme, c'est la crise du capitalisme. Ce diagnostic, sur lequel repose toute l'analyse de Daniel Guérin, est encore loin d'être partagé, ce que l'on comprend mieux en arrivant aux conséquences qu'il en tire.

Fascisme et grand capital est composé d'une suite de brefs chapitres qui retracent l'histoire des fascismes italien et allemand avant, pendant et après leur prise du pouvoir, puis qui comparent point par point leurs doctrines, leurs tactiques, leurs politiques économiques et sociales, pour faire ressortir, au-delà des différences de forme, la grande similitude de leurs rôles en tant que sauveurs du capitalisme.

Le basculement vers le fascisme, affirme Guérin, suivra toujours le scénario observé en Italie et en Allemagne. En période stable, le grand capital s'accommode fort bien de la démocratie qui lui permet de gonfler ses profits en toute quiétude. Mais voici que surgit une crise économique aiguë qui menace les intérêts capitalistes, ruine les classes moyennes et accule le prolétariat à la misère. La production s'effondre et le chô-

mage s'envole. Les partis de gauche, empêtrés dans le légalisme, se cantonnent à des solutions plus ou moins diluées dans le réformisme, quand ils ne courent pas derrière l'extrême droite, par exemple sur le thème de « l'identité nationale » et ses variations patriotiques. Leurs partis échouent à proposer une alternative au capitalisme et leurs syndicats épuisent les forces du prolétariat à coup de grèves revendicatives sans perspectives. La crise s'intensifie. Ne voyant pas d'autre issue, les classes moyennes, les chômeurs, les petits paysans et une partie de la classe ouvrière se tournent vers le mouvement fasciste qui promet de détruire le « système » pourri et d'ériger une société véritablement « socialiste », égalitaire, probe, forte et ordonnée. Le chef des fascistes est porté au pouvoir par les politiciens de droite (en Italie la Marche sur Rome avait été une pantalonnade et, en Allemagne, Hitler a été nommé Chancelier après un échec électoral). Enfin, les capitalistes qui ne finançaient pas déjà le parti vainqueur se rallient à lui une fois rassurés sur la préservation de leurs intérêts.

Installé au pouvoir, le fascisme n'a cure de tenir ses engagements démagogiques vis-à-vis des classes populaires à présent solidement encadrées par la police et l'armée. Un second mérite de Daniel Guérin, pas si courant, c'est de regarder derrière le miroir tendu par la propagande des États fascistes et de démythifier leur soi-disant « socialisme » : Mussolini et Hitler n'ont certainement pas « acheté » leur peuple. Quant au III^e Reich, pour lequel les bourgeoisies anglaise et française avaient les yeux de Chimène, louant ses performances économiques, ses Volkswagen, ses logements sociaux, ses vacances organisées, ses « réalisations sociales » (autant de poudre aux yeux) et l'ordre qui y régnait, voici ce qu'en dit Ian Kershaw : « *Le nazisme au pouvoir*, écrit-il, produisit la société de classe la plus brutale et la plus exploiteuse de l'ère industrielle – une société qui, rétrospectivement, faisait apparaître l'Allemagne du kaiser comme un « paradis de la liberté » aux yeux de la classe ouvrière. Les nouveaux rapports de classe institués en 1933 réduisirent à néant les acquis sociaux remportés par le monde ouvrier non seulement depuis 1918, mais même depuis l'ère bismarckienne; ils consolidèrent la position d'un capitalisme affaibli et préservèrent – du moins dans un premier temps – celle des forces réactionnaires au sein de l'ordre social. »

Une mécanique implacable

En définitive, conclut Daniel Guérin, ce n'est pas le danger révolutionnaire mais plutôt l'incapacité du mouvement ouvrier à proposer une alternative socialiste au capitalisme qui précipite l'ascension du mouvement fasciste vers le pouvoir en cas de crise. C'est parce que le PS et la CGT italienne détournèrent de son objectif révolutionnaire le mouvement « conseilliste » d'occupation des terres et des usines en 1920 que les masses

avidées de révolution se tournèrent vers Mussolini et ses chemises noires; en Allemagne, la bataille contre les nazis était virtuellement perdue dès le début de la crise économique, quand les gouvernements de droite successifs purent mener une politique ultra-réactionnaire sans provoquer de riposte efficace des travailleurs. En faisant passer leurs querelles avant la lutte contre l'aggravation vertigineuse des inégalités sociales, les partis de gauche trahirent ceux qu'ils étaient censés représenter et qui leur faisaient confiance. Les militants socialistes et communistes furent réduits à l'impuissance par les choix politiques de leurs directions et ces choix furent possibles parce que ces directions échappaient au contrôle de leurs mandants.

Ensuite, une fois le fascisme au pouvoir et disposant des forces de répression étatiques, il est trop tard.

Huit décennies se sont écoulées depuis la première publication de *Fascisme et grand capital*. Ses thèses ont été pour l'essentiel confortées par les apports de l'historiographie, sauf sur quelques points qui ne les remettent pas en cause. Nous savons par exemple que l'incendie du Reichstag n'a pas été une machination des nazis, ou que ceux-ci avaient conquis le pouvoir absolu dès juin 1934. Sans doute connaissons-nous également un peu mieux le dessous des cartes échangées entre le mouvement nazi, l'État et le patronat allemands. Jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Hitler, les capitalistes allemands, effrayés par les discours « bolcheviques » du Führer nazi et par son programme isolationniste, ne se sont pas précipités pour financer le parti national-socialiste (NSDAP), à l'exception de quelques individualités ultra-réactionnaires.

Contrairement à ce qu'écrit Daniel Guérin, la plupart préféraient miser sur le DNVP, le parti de l'extrême droite monarchiste patronné par leur collègue, le magnat Hugenberg, et c'est d'ailleurs un NSDAP menacé de banqueroute qui arriva opportunément au pouvoir en janvier 1933. Ce furent principalement les petits patrons que le chef nazi promettait de protéger contre la concurrence déloyale des grandes firmes qui lui apportèrent leurs votes et leurs subsides. Bien entendu, sitôt au pouvoir, le dictateur s'empressa d'oublier ses promesses et se tourna vers le grand capital, dont il avait besoin pour financer son régime et réarmer. In fine, au cours de la dictature nazie, des quatre puissances en compétition pour le contrôle du Reich – la bureaucratie d'État, l'armée, le grand patronat et le NSDAP –, seul le parti nazi étendit son pouvoir, son « élite », la SS, ayant pris l'ascendant sur la bureaucratie d'État et sur le haut commandement militaire. Le grand patronat, obligé quant à lui de se plier au dirigisme national-socialiste, avait en revanche reconquis un pouvoir absolu dans les entreprises puis créé

des empires industriels et accumulé des fortunes grâce à l'économie de guerre doublée de l'exploitation des pays occupés. Son pari de collaborer sans réserve avec la dictature totalitaire lui profita. Sorti à peu près indemne de la dénazification, il reprit ses affaires sous Adenauer comme les capitalistes italiens reprenaient les leurs de l'autre côté des Alpes.

Voulant faire œuvre de pédagogue, Daniel Guérin s'applique à formuler ses analyses – particulièrement fines sur les questions économiques – dans un langage direct et accessible à tous. Le texte est vivant, étayé de multiples références, et l'on sent que l'auteur a de son sujet une connaissance qui n'est pas seulement livresque. Lorsqu'il évoque la division suicidaire des partis ouvriers allemands face au national-socialisme ou l'attraction du discours nazi sur de jeunes idéalistes déçus par la gauche, il sait de quoi il parle, lui qui a parcouru l'Allemagne à vélo à la veille du coup de tonnerre de janvier 1933. Et quand il insiste sur l'importance du « mouvement plébien » à la base du parti nazi, c'est qu'il a assisté aux meetings des prolétaires de la SA réclamant une « seconde révolution » au lendemain de la prise de pouvoir.

Cette nouvelle réédition proposée par Libertalia est à la hauteur du texte qu'elle veut servir : la mise en page est aérée, l'appareil de notes rédigé au cordeau et le glossaire bienvenu. L'essai de Daniel Guérin est encadré d'une préface datant de 1954 et d'une postface écrite en 1938 par le journaliste et écrivain américain Dwight Macdonald, l'un des rares à avoir saisi à l'époque toute la portée de cet ouvrage.

F. H.



Daniel Guérin, *Fascisme et grand capital*, nouvelle édition revue et augmentée, Postface de Dwight Macdonald (1938), Éditions Libertalia, 2014, 608 p., 20 €. En vente à la librairie Publico, 145, rue Amelot, Paris, 75011.



Léa, she is a man !

VOICI BIEN LÀ propos de militaire, de macho ! Léa, pourtant, c'est une femme parmi d'autres femmes à qui il s'agit moins de donner la parole que de ne pas la couper quand elles ouvrent la bouche ; femmes du Moyen-Orient, femmes de partout dans le monde. Léa, c'est aussi, en Israël, une « femme en noir ». Et, quasiment au hasard, nous avons cueilli dans le livre de Christiane Passevant – *Femmes dissidentes au Moyen-Orient* – un autre propos, cette fois de Simona Sharoni : « Dans une situation où chaque homme est soldat, chaque femme devient un territoire occupé. »

La Juive palestinienne Arna Mer Khamis est née dans un petit village de Haute-Galilée ; elle disait que l'ennemi du Palestinien, ce n'est pas le Juif, mais le sionisme qui a pour idée un Grand Israël « nettoyé » de ses Arabes. Mais il n'y a pas de haine chez elle. Comme chez ce militant algérien pour l'indépendance de son pays qui ne pensait pas autre chose en rappelant qu'« il n'avait rien contre la France, bien au contraire », qu'il n'avait pas de rancune envers le peuple français et qu'il faisait bien la différence entre « les Français de France » et ceux qui, en Algérie, les exploitaient, les dominaient et les méprisaient.

Et Arna, dans sa lutte, n'hésitait pas à se coucher devant des véhicules militaires pour s'opposer à eux. Elle disait qu'il y a du racisme chez les Israéliens, racisme exploité par les autorités pour en venir à leurs fins ; c'est-à-dire à occuper un espace vital, un *Lebensraum*. Oui, l'ennemi, c'est le soldat qui occupe la terre où elle vit.

Arna Mer Khamis, l'éducatrice qui s'occupait des enfants palestiniens, pensait que

« les Arabes et les Juifs peuvent vivre ensemble, non pas parce que c'est la seule alternative possible, mais parce que cela s'est fait par le passé ».

L'Égyptienne Nawal Al Saadawi est médecin psychiatre et auteure de livres de notoriété internationale :

« Attention, les crayons et le papier sont plus dangereux qu'un revolver ! » écrit-elle dans un roman sur la prison qu'elle a subie.

Féministe, elle a créé l'Association de solidarité des femmes arabes, association qui a essaimé jusqu'au

Soudan ; association contre la guerre, la domination de classe, le patriarcat, l'impérialisme et le colonialisme ; association qui comprend 30 % d'hommes.

« Voiler les femmes ou les exhiber, dit-elle, découle de la même aliénation. Pour le fondamentalisme comme pour la société de consommation, les femmes sont des objets sexuels. » Aussi s'agit-il, en substance, de « dévoiler l'esprit » !

Nawal Al Saadawi dénonce par ailleurs la progression de ce fondamentalisme religieux monothéiste, qu'il soit juif, chrétien ou musulman. Elle affirme que : « La lutte pour la libération des femmes est considérée comme une désobéissance à Dieu, au maître, au père, au mari, au mâle. »

Mais sa vision peut être également plus politique quand elle analyse que certains gouvernements arabes entretiennent secrètement ces courants pour contrer les actions laïques et sociales. Agissements identiques des États-Unis pour contrôler l'approvisionnement en pétrole et son prix.

L'Israélienne Léa Tsemel, avocate, défend avec une ardeur sans pareille devant les tribunaux la population palestinienne prise dans l'enchevêtrement des textes de loi. Souvent, les accusés ont été torturés, et il s'agit d'en apporter la preuve au tribunal. Maintenant, la Cour suprême a déclaré la torture illégale, qui, pourtant, continue d'être pratiquée, quoique plus difficilement.

Elles n'étaient que deux femmes en Israël à faire ce travail face à un appareil judiciaire uniquement masculin. « Léa, dit un commandant de tribunal militaire, c'est un homme ! »

Léa Tsemel a un compagnon activiste tout aussi ardent qu'elle : Michel Warschawski, et, si nous avons bien compris, c'est elle qui fait

bouillir la marmite, lui qui va chercher les enfants à l'école, fait la lessive et prépare les repas tout en militant à plein temps ; ce qui n'est pas sans poser quelques problèmes dans leur couple et dans leur militance commune.

À propos des contrecoups psychiques sur les Israéliens qui occupent la Palestine, Léa Tsemel déclare : « Les gens qui oppriment autrui ne sont pas libres. Exprimer la violence quotidiennement a des conséquences sur la vie personnelle, familiale, dans le foyer. Le constat est évident dans la société israélienne. »

L'Israélienne Michal Schwartz, journaliste, avait, au départ, un engagement politique auprès du monde du travail ; par la suite, après avoir pris conscience que son rêve sioniste se faisait au détriment du peuple palestinien dépossédé de ses terres et privé de droits civiques, elle a lutté pour un pays où Juifs et Arabes vivraient en toute égalité. Elle pense toujours que la construction d'un mouvement ouvrier puissant pourra changer la politique israélienne.

Quand a commencé la « phase active de sa lutte contre l'occupation militaire et la colonisation » et qu'elle s'est engagée totalement dans le combat, alors elle a été arrêtée par le Service de sécurité intérieure et a été gardée au secret, privée de sommeil et de nourriture ; elle subira des pressions de toutes sortes pour être finalement condamnée à dix-huit mois de prison en isolement ; cette expérience la conduira à la limite de la folie. Le projet de Michal Schwartz et de ses amis est de « désioniser » la société israélienne. Sa lucidité marquée d'espérance et de courage est absolument remarquable.

Le livre de Christiane Passevant nous présente des témoignages pris sur le vif ; c'est le vécu de femmes en lutte. Un vécu plein du danger d'un engagement féministe certain et entier mais tout autant politique et social. Larry Portis, dans une préface très nuancée sur l'origine religieuse de la domination des femmes, éclaire le tableau général d'une région où le machisme, le militarisme et la violence sont étroitement imbriqués.

André Bernard

Cercle libertaire Jean-Barrué en Gironde

Christiane Passevant, *Femmes dissidentes au Moyen-Orient*, Éditions libertaires, 2014, 148 pages. En vente à la librairie Publico, 145, rue Amelot, 75011, Paris.

La Fédération anarchiste à **Béthune-Arras**



LE GROUPE BÉTHUNE-ARRAS de la Fédération anarchiste est constitué de militants d'horizons variés: objecteurs de croissance, féministes, antifa... Nous ne favorisons aucune approche, nous tentons au contraire de renforcer notre anarchisme par l'apport de chacune et chacun d'entre nous. Nous développons un anarchisme lucide et joyeux. Le bassin minier subit de plein fouet et depuis belle lurette la misère organisée par le capitalisme puis par le libéralisme. Nous inscrivons tout naturellement nos actions dans une stratégie de lutte des classes. Ainsi, nous sommes membres actifs du LAG, le Lieu autogéré de Liévin (et membres cofondateurs, avec quelques organisations amies qui partagent les mêmes racines idéologiques: l'anticapitalisme, la lutte des classes et l'autogestion.) Un lieu d'échange, de fraternité, d'entraide... mais surtout un lieu politique: accueil, conférences, projections, concerts... sans oublier une bibliothèque sociale, un magasin gratuit, des ateliers, etc.

Nous mesurons avec enthousiasme l'accueil favorable que nos propositions libertaires suscitent parmi la population locale.

Localement, la visibilité croissante du Front National constitue un enjeu de taille. Les tensions sont à leur comble. Nous avons quelques réticences à nous associer aux initiatives citoyennes anti-FN, tant leurs activités nous semblent démesurément modestes, et tant le noyautage des partis républicains y est évident. Nous avons conscience du travail colossal qui s'impose à nous. Cette actualité occupera très certainement notre calendrier des prochaines années.

Bien entendu, nous prenons part aux luttes moins locales telles qu'un comité de soutien à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, une collecte pour Exarcheia, collectif contre les gaz de couche, etc. Nous menons aussi en

parallèle quelques luttes à caractère strictement social: auprès de familles roms, auprès d'expulsés de coronas* en démolition, auprès de migrants en transit vers l'Angleterre.

Nous organisons tous les deux mois des rencontres autour de la sortie du *Monde libertaire* hors-série. Ces soirées sont l'occasion d'échanger autour de l'anarchisme. Nous y rencontrons un public restreint, mais très attentif, qui au fil du débat se montre souvent vivement intéressé par les propositions libertaires.

La brochure *Tous des poseurs de bombes?* que nous avons réalisée pour démonter les idées reçues sur l'anarchisme, trouve toute sa place lors de ces soirées. Ce livret est disponible en libre téléchargement sur notre blog www.noirgazier.lautre.net.

La distribution du *Monde libertaire* hebdo et du *Monde libertaire* hors-série est assurée au LAG. Pour connaître les horaires d'ouverture ainsi que tous les événements qui y sont organisés, rendez-vous sur le calendrier en ligne: www.lalag.fr Nous vous y accueillerons avec plaisir... peut-être autour d'une bière élaborée sur place lors d'un de nos ateliers? D'un Café du Chiapas? D'un jus de fruit maison?

**Le groupe Béthune-Arras
de la Fédération anarchiste**

bethune-arras@federation-anarchiste.org

1. Coronas: cités ouvrières construites par les compagnies minières. À l'usage exclusif des employés de la mine, elles étaient structurées conformément à la hiérarchie de l'entreprise: des clapiers pour les mineurs jusqu'aux maisons de maître pour les ingénieurs. Aujourd'hui, volontairement maintenues dans un état d'insalubrité avancée par des sociétés immobilières, elles abritent encore quelques familles sans ressource menacées d'expulsion.

RADIO LIBERTAIRE

Jeudi 5 février

15:00 > 16:30 **Bibliomanie**. Invité : François Cérésa pour *Les Princes de l'argot*, éditions Écriture.

20:30 > 22:30 **Jazzlib**. Ce jeudi, nous recevons le contrebassiste Gilles Naturel pour commenter la sortie de son disque *Contrapuntic Jazz Band*.

Vendredi 6 février

14:30 > 16:00 **Les Oreilles libres**. Rencontre avec Éric Deshayes, pour son livre *Kraftwerk* paru chez Le Mot et le reste.

Dimanche 8 février

22:00 > 00:00 **Seppuku**. Programme autour des musiques étranges et aventureuses.

Lundi 9 février

16:00 > 18:00 **Trous noirs**. Kurdistan syrien : les réalisations sociales et économiques mises en place par la population préfigurent-elles une révolution sociale ?

Mardi 10 février

18:00 > 19:30. **Idéaux et débats**. Invitée : Juliette Kahane pour son livre *Une fille* (L'Olivier) et un entretien avec Marion Richez pour *L'Odeur du Minotaure* (Sabine Wespieser).

Mercredi 11 février

18:30 > 20:30 **Femmes libres**. Femmes qui luttent, femmes qui témoignent.

Université populaire et libertaire du XI^e
Groupe Commune de Paris de la FA

Le ciné de la Commune

vous propose

Sous le signe Libertaire

2^e partie du documentaire

< UN AUTRE FUTUR >



EN PRÉSENCE DE DANIEL PINÓS
Membre du groupe Salvador-Seguí (FA) et de l'asso du 24 août 1944.

LE MERCREDI 18 FEVRIER 2015 A 20 HEURES

LIBRAIRIE PUBLICO, 145, RUE AMELOT 75011 PARIS
TEL. : 01 48 05 34 08 COURRIEL publico@sfr.fr
MÉTRO LIGNE 5 OBERKAMPF OU LIGNE 8 FILLES-DU-CALVAIRE

Organisé par le groupe Commune de Paris de la Fédération anarchiste
Projections à venir autour d'Un Autre Futur le 18 mars 2015.

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



AGENDA

Samedi 7 février

Paris XVIII^e

16 heures. dans le cadre de l'École de La Rue, seconde séance du cycle « Histoire et sociologie de la démocratie représentative », conférence-débat sur le thème de « La professionnalisation de la politique et la fermeture du champ politique aux citoyens ordinaires », à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette.

Jeudi 19 février

Merlieux (02)

18h30 à 21 heures. Rencontre-débat à la Bibliothèque sociale avec l'écrivain Léo Lapointe autour de son dernier polar *Le Planqué des huttes* (Pôle Nord, 2014) dont l'action se situe en Picardie, avant et pendant la guerre 14-18, avec en toile de fond les luttes ouvrières d'Amiens, l'ancêtre d'Arsène Lupin et l'arrivée des chinois sur les côtes picardes. Table de presse. Apéro dînatoire. Entrée libre et gratuite. Plus d'infos sur: "<http://kropotkine.cybertaria.org/>" "http://kropotkine.cybertaria.org Athénée libertaire. 8, rue de Fouquerolles.

Jeudi 19 mars

Merlieux (02)

18h30 à 21 heures. Rencontre-débat à la Bibliothèque sociale avec l'écrivain Guy Marival autour de son ouvrage *La Chanson de Craonne* (Corsaire éditions, 2014). Cette chanson est la plus connue des chansons nées de la guerre. Mais que sait-on exactement de sa genèse et de son histoire? L'invité a mené l'enquête. Table de presse. Apéro dînatoire. Entrée libre et gratuite. Plus d'infos sur: kropotkine.cybertaria.org. Athénée libertaire. 8, rue de Fouquerolles.

L'ÉCOLE DE LA RUE

Cycle de conférences-débats « Histoire et sociologie de la démocratie représentative ».

24 janvier 2015, 16 heures. Séance 1 : l'appropriation-imposition de l'élection ou comment les citoyens sont devenus des électeurs

7 février 2015, 16 heures. Séance 2 : la professionnalisation de la politique et la fermeture du champ politique aux citoyens ordinaires
À la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette, Paris (XVIII^e).

Organisée par le groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste.

Programme sur le site www.groupe-louise-michel.org.

**NI CAROTTE NI BÂTON
REFUSONS LEUR CONSOMMATION !**



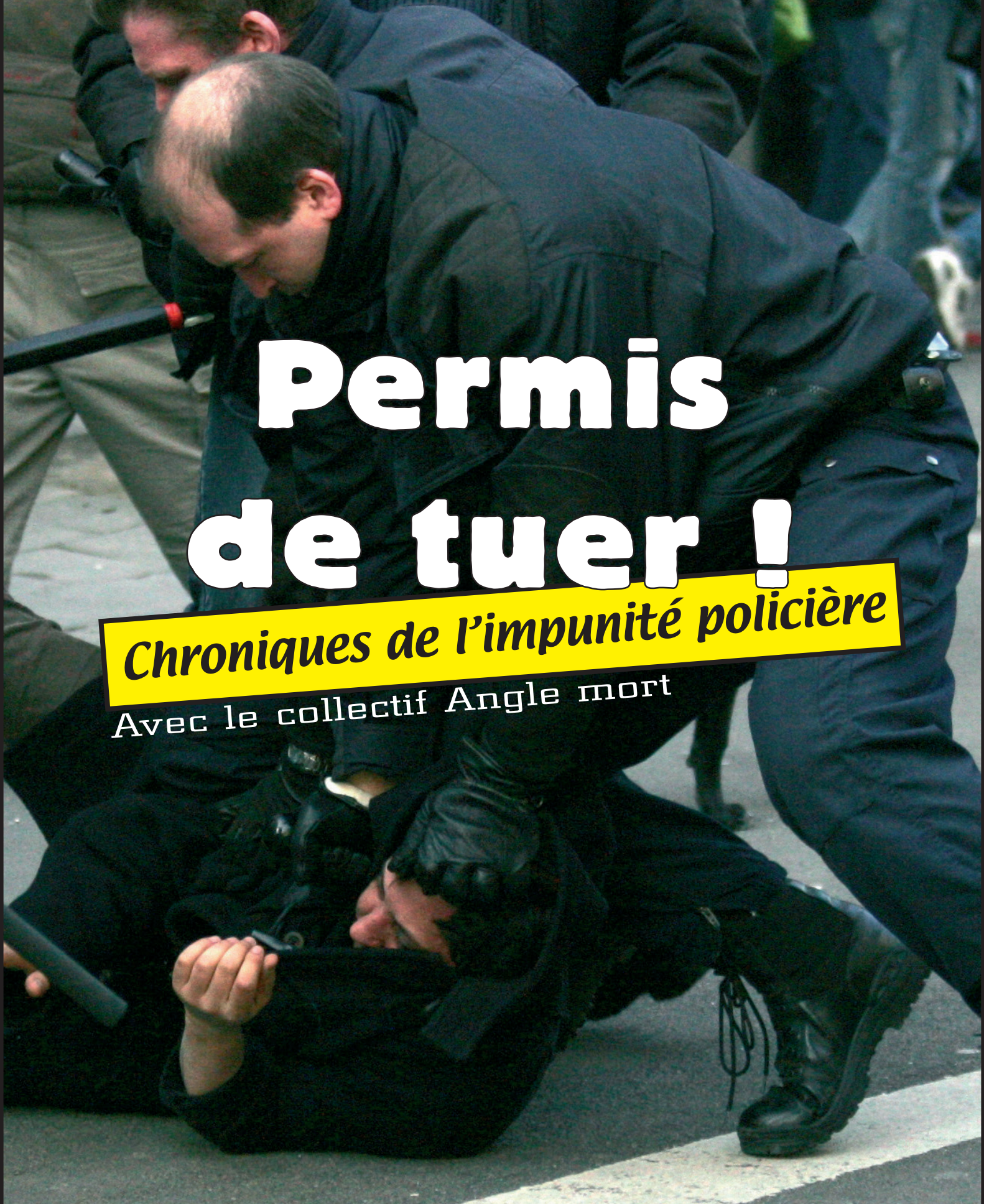
**NI CROISSANCE NI PATRON
AUTOGESTION !**
FÉDÉRATION ANARCHISTE
www.federation-anarchiste.org



FÉDÉRATION ANARCHISTE
S'ORGANISER ET LUTTER

AGENDA

Samedi 21 février 2015 à 16 heures
à la Librairie du Monde libertaire



Permis de tuer !

Chroniques de l'impunité policière

Avec le collectif Angle mort

145, rue Amelot, 75011 Paris
Métros Oberkampf ou Filles-du-Calvaire